



Association vu d'un œuf

1 rue du château / 55160 Fresnes-en-Woëvre /

Siret 379 877 327 00062 / APE 9001 Z

Procès-verbal de l'Assemblée générale du 9 février 2025, 09h00

Présents en ligne : Emmanuelle Graff, Fabrice Schmitt, Antoine de la Roncière, Raoul Binot, Laurence Lenhard, Emmanuelle Barbier, Xavier Saïki, Jattiot Delphine, Thierry Vallino, Jean-Philippe Gross, Xavier Charles, Hélène Géhin, membres ; Losser Audit représenté par M. Laffotte, Commissaire aux Comptes.

Présents physiquement : Sylvie Castano, Christine Jaszczyszyn, Paul Bruant, Benoît Vermandé, Didier Kourgonsoff, Stéphanie Lacroix, membres ; Emmanuelle Pellegrini directrice, Anne Bonnier (attachée de production), permanentes.

Pouvoirs : Séverine Ballon donne pouvoir à Jean-Philippe Gross ; Emilie Borgo donne pouvoir à Delphine Jattiot ; Marie-Pierre Pellegrini-Kusior donne pouvoir à Sylvie Castano ; Valérie Deloge donne pouvoir à Hélène Géhin ; Claire Vidot donne pouvoir à Christine Jaszczyszyn ; Mireille Tani donne pouvoir à Stéphanie Lacroix ; Véronique Kourgonsoff donne pouvoir à Didier Kourgonsoff ; Frédéric Le Junter donne pouvoir à Xavier Charles ; Véronique Mougin donne pouvoir à Paul Bruant.

Absents : Baptiste Joxe, Chrystelle Mahien

Démission : Claire Zins

Ordre du jour

- Renouvellement du bureau de l'association : Président / Vice-président / Secrétaire / Trésorier
- Admission de nouveaux membres
- Présentation du rapport moral 2024
- Présentation du rapport financier 2024
- Lecture des rapports du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice 2024
- Vote des résolutions relatives à l'approbation des comptes 2024 et à l'affectation des résultats 2024
- Perspectives 2025

I- Renouvellement du bureau de l'association

- **Trésorière :** Sylvie Castano se représente et est élue à l'unanimité.
- **Secrétaire :** Emmanuelle Graff ne souhaite pas se représenter. Valérie Deloge est élue à l'unanimité.
- **Vice-présidente :** Laurence Lenhard se représente et est élue à l'unanimité.
- **Président :** Raoul Binot ne souhaite pas se représenter. Delphine Jattiot est élue Présidente à l'unanimité.

Première résolution

Le nouveau bureau est composé de : Delphine Jattiot, Présidente ; Laurence Lenhard, Vice-présidente ; Sylvie Castano, Trésorière ; et Valérie Deloge, Secrétaire.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

2- Admission de nouveaux membres

Deuxième résolution

Stéphanie Lacroix et Véronique Mougin souhaitent faire partie de l'association.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

3- Présentation du rapport moral 2024

Le bilan d'activité 2024, présenté par Emmanuelle Pellegrini, Directrice, est joint en annexe au présent compte-rendu.

2024 a été une année chargée avec beaucoup d'actions, saison qui s'est achevée sur une 30^e édition de Densités très réussie.

La résidence de la Cie Col'Jam s'est terminée en juin 2024.

Troisième résolution

Connaissance prise du bilan d'activité de l'année 2024, l'assemblée générale des adhérents approuve le bilan présenté.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

4- Présentation du rapport financier et lecture des rapports du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice 2024

Le conseil d'administration s'est réuni le 7 février 2025 et a arrêté les comptes.

Le rapport du commissaire aux comptes est mis à la disposition des membres et une copie est jointe au présent compte-rendu.

Le commissaire aux comptes présente le rapport financier déficitaire pour l'exercice 2024 :

- Baisse des recettes d'environ 6%
- Hausse des charges d'environ 5%
- Déficit de 16 706 €

Les fonds associatifs ont permis d'absorber le déficit et il reste actuellement 3 401 € de fonds propres.

Si le déficit 2024 est moins important qu'en 2023, il se cumule avec ce dernier, essentiellement lié à la baisse des subventions historiques. Pour le reste, la gestion de l'association est saine.

Pour l'exercice 2025, l'accent est porté sur la sollicitation de financements, en particulier privés, et sur une gestion vigilante, qui implique l'abandon de projets dont le financement n'est pas assuré en amont.

Le commissaire aux comptes M. Lallotte apporte sa conclusion :

Les comptes de l'association sont certifiés.

M. Lallotte préconise d'anticiper les charges en listant d'une part les recettes certaines, et d'autre part les charges incompressibles (salaires, loyer, etc.) sous forme d'un pilotage très précis.

5- Vote des résolutions relatives à l'approbation des comptes 2024 et à l'affectation des résultats 2024

Quatrième résolution :

Connaissance prise des comptes annuels de l'exercice 2024 et de l'avis du commissaire aux comptes, l'assemblée générale des adhérents adopte lesdits comptes et rapports dans toutes leurs parties ainsi que les opérations qu'ils traduisent et font apparaître un résultat de -16 706 €.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

Cinquième résolution :

L'assemblée générale des adhérents décide, sur proposition du Conseil d'administration, d'affecter la totalité du déficit de l'exercice sur le compte de report à nouveau.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

6- Perspectives 2025

Le programme prévisionnel de la saison 2025 est joint en annexe au présent compte-rendu. Ces perspectives d'actions seront à réajuster avec les ressources qui seront effectivement disponibles.

Discussion autour des recettes potentielles :

- **Fonds européens** : Laurence Lenhard propose de faire des recherches pour bâtir un projet et prendre des contacts dans ce sens. Stéphanie Lacroix attire l'attention sur le risque de surcoût que pourrait générer une activité supplémentaire liée à du mécénat. Il faudra rester vigilant sur ce point.

- **Dons** : Sylvie Castano, trésorière, s'interroge sur la possibilité de faire appel à des dons mensualisés. M. Laffotte indique que les deux obligations formelles sont 1) l'émission d'un reçu fiscal numéroté pour chaque donateur ; et 2) la déclaration à l'administration fiscale du nombre de dons et de leur montant total.

L'association doit faire une demande de rescrit fiscal, pour lequel elle peut prétendre à la catégorie 1 : « œuvre d'intérêt général à caractère philanthropique... ». Cette démarche était déjà prévue en lien avec les recherches de mécénat en cours.

- **Crowdfunding** : Thierry Vallino suggère de lancer un financement participatif via une plateforme du type Leetchi pour financer le festival Densités. Sylvie Castano attire l'attention sur le fait que ce genre de cagnotte demande un suivi de communication assez important sur les réseaux sociaux. Il est proposé de monter un groupe de travail sur ce point.

- **Prêt d'un particulier** : Sylvie Castano soumet également la proposition de demander un prêt à un particulier pour pallier le décalage de trésorerie qui s'annonce les mois à venir. M. Laffotte indique que ce type de prêt est possible, à condition de le formaliser par une convention.

Actions territoriales et création :

Emmanuelle Pellegrini déclare que certaines actions vont devoir être annulées ou reportées, en fonction des financements. C'est notamment le cas de la résidence « Écoutes de Meuse » de Thierry Vallino et Xavier Saïki.

Festival Densités 2025 :

Emmanuelle Pellegrini présente les pistes pour Densités 2025 qui se délocalise de Fresnes à partir de cette année. Outre la question du territoire, il est également nécessaire de s'inscrire dans une perspective d'économies structurelles (l'équipement et la technique de la salle de Fresnes coûtait

environ 11 000 € par édition). Depuis plusieurs mois, l'association s'est rapprochée de Contre-Courant à Belleville-sur-Meuse pour mener des actions communes en mutualisant les savoirs-faire et les compétences des deux structures. La SMAC Contre-Courant a ainsi proposé d'accueillir le festival Densités du 7 au 9 novembre 2025 (rappel : le festival était initialement prévu du 24 au 26 octobre).

Les membres insistent sur le fait que l'organisation sera complètement différente. Il faut se rapprocher de Contre-Courant pour les questions techniques et logistiques. Une visite technique sera programmée avec les membres volontaires qui formeront un groupe de travail incluant aussi une aide à la réflexion sur la programmation (les espaces sont totalement différents).

Sixième résolution :

L'assemblée générale des adhérents décide d'organiser Densités à la SMAC Contre-Courant de Belleville, les 7-8-9 novembre 2025.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

Point sur la situation :

La directrice informe les adhérents que la CPO, qui existe depuis 2008 et devait être renouvelée en 2024, n'a pas pu être approuvée : une modification apportée par le Conseil départemental a rendu caduc le vote de la Région qui avait eu lieu un mois auparavant.

La Codecom de Fresnes avait donné son accord de principe pour approuver la CPO en décembre 2024. Mais depuis la perspective d'une nouvelle CPO 2025-2028, nous n'avons pas de position officielle de leur part quant à leur soutien. L'assemblée, sur les conseils de la DRAC, demande l'envoi d'un courrier AR au Président de la Codecom, en vue d'obtenir un rendez-vous avec lui à ce sujet.

La CPO actuelle paraît compromise. Xavier Charles évoque le climat délétère au niveau local (on-dits, calomnies), notamment pour les permanentes.

Bilan des dernières rencontres :

Dans la perspective d'un changement de territoire, Emmanuelle Pellegrini présente l'avancement des recherches et des prises de contact. L'avancement du partenariat avec Contre-Courant a été évoqué. En préambule, notre principal partenaire la Région Grand Est reste un soutien très fort, même si l'augmentation de la subvention prévue pour 2025 n'est pas garantie.

- **Codecom d'Étain :** Emmanuelle Pellegrini et Sylvie Castano ont rencontré les élus de la Codecom vendredi 7 février. Ils sont intéressés par un partenariat sous réserve d'un accord éventuel des élus. En revanche, il est possible de construire des actions en lien avec les thématiques de la Codecom : adolescents, personnes âgées... La possibilité d'un hébergement du bureau a été évoquée. Ils se sont montrés très intéressés par le Festival Densités.
- **ADAPEIM :** Ils ont proposé d'héberger le bureau, au moins sur une solution temporaire, à préciser. Emmanuelle Pellegrini a un rendez-vous avec eux le 6 mars prochain. La question de reconstruire un vrai partenariat avec eux reste ouverte (notamment avec le Groupe d'Entraide Mutuel en projet autour du groupe Foudre Rockeur).
- **DRAC :** Emmanuelle Pellegrini et Stéphanie Lacroix ont rencontré Mmes Rannou et Guédon, respectivement Directrice régionale adjointe déléguée au pôle démocratisation et industries culturelles et Conseillère pour l'action territoriale. Elles ont assuré que la DRAC maintient son soutien à l'association notamment pour le Festival et la Création. En revanche, la forme reste à trouver – à charge pour Vu D'un Œuf de trouver un ou des territoires pour l'action territoriale.

Les prochains rendez-vous :

- 12 février : CAGV (M. Griggio, Vice-président à la culture, au patrimoine et à la communication)
- 12 février : Mairie de Belleville-sur-Meuse (Mme Soubrier, Maire) et SMAC CC
- 13 février : CD 55 (Mme Joly, Conseillère départementale déléguée à la culture)
- 10 mars : Région (Mme Hurlain, Conseillère régionale)


Emmanuelle Pellegrini tient le CA régulièrement informé des développements en cours. La tenue d'une Assemblée générale extraordinaire s'imposera dans un très proche avenir.

L'assemblée générale est close à 11h30.

Compte-rendu réalisé par Anne Bonnier, attachée de production.

Vu, la présidente, Delphine Jattiot



 Association
VU D'UN ŒUF
Centre artistique rural • Festival Desvres
1, rue du Château • F-55160 FRESNES EN W
Tel : 03 44 69 12 98 / 06 26 40 00 00 • info@vudunoeuf.asso.fr
www.vudunoeuf.asso.fr



Losser Audit
Commissaire aux comptes

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
Exercice du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024

ASSOCIATION VU D'UN OEUF

Association régie par la loi de 1901 déclarée à la Préfecture de la Meuse

Siège social : 1, rue du Château
55160 FRESNES EN WOÈVRE

SIREN 379 877 327

Assemblée générale ordinaire du 9 février 2025

Exemplaire destiné au dépôt des comptes

LOSSER Audit

S.A.S. au capital de 1.000 € - R.C.S. Bar-le-Duc 798 050 415

Société de Commissaire aux comptes membre de la Compagnie Régionale de commissaires aux comptes de l'Est

16 bis, rue de Souville - BP 20123 - 55103 VERDUN Cedex - Tél. 03 29 84 12 73

T.V.A. Intracommunautaire FR 70 798 050 415



Aux adhérents,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**ASSOCIATION VU D'UN OEUF** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Losser Audit
Commissaire aux comptes

Subventions

Nous avons contrôlé la comptabilisation des subventions reçues sur l'exercice. Nous avons obtenu les éléments probants justifiant la réalité et l'exhaustivité des opérations comptabilisées à ce titre dans les comptes de votre association. Nous nous sommes également assurés de la juste valorisation des subventions à encaisser au titre de l'exercice 2024.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels de votre association.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.



L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



Losser Audit
Commissaire aux comptes

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

VERDUN, le 7 février 2025



SAS LOSSER Audit
Jean-Christophe LAFLOTTE
Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

	Exercice clos le 31/12/2024			Exercice clos le
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/24	31/12/23
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	8 062	7 750	313	1 276
Immobilisations financières	200		200	200
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	8 262	7 750	513	1 476
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Marchandises				
Avances et acomptes versés				
Créances				
Clients et comptes rattachés	1 100		1 100	
Autres créances	31 170		31 170	29 408
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	23 983		23 983	29 335
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	56 253		56 253	58 742
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE (III)				1 420
TOTAL ACTIF (I + II + III)	64 515	7 750	56 765	61 639

BILAN PASSIF

	Exercice clos le 31/12/24	Exercice clos le 31/12/23
CAPITAUX PROPRES		
Capital		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserve légale		
Réserves réglementées		
Autres		
Report à nouveau	20 107	37 292
Résultat de l'exercice	-16 706	-17 185
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	3 401	20 107
PROVISIONS (II)	12 928	9 933
DETTES		
Emprunts et dettes assimilées		
Avances et acomptes reçus		
Fournisseurs et comptes rattachés	10 268	7 664
Dettes fiscales et sociales	26 369	20 435
Comptes courants d'associés		
Autres	3 800	3 500
TOTAL DETTES (III)	40 437	31 599
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE (IV)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV)	56 765	61 639

RÉSULTAT DE L'EXERCICE

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Variation	
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	37 887	48 066	-10 179	-21%
Production stockée				
Production immobilisée				
Subvention d'exploitation	174 123	158 850	15 273	10%
Autres produits	7 103	242	6 861	2838%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	219 113	207 158	11 955	6%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Achat d'approvisionnements				
Variation de stock d'approvisionnements				
Autres achats et charges externes	108 894	116 978	-8 084	-7%
Impôts, taxes et versements assimilés	1 307	1 159	148	13%
Rémunérations du personnel	83 330	70 951	12 378	17%
Charges sociales	33 529	29 683	3 846	13%
Dotations aux amortissements	964	1 323	-359	-27%
Dotations aux provisions	2 995	213	2 782	1306%
Autres charges	4 620	4 036	585	14%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	235 639	224 344	11 295	5%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-16 526	-17 186	660	-196%
Produits financiers (III)		1	-1	-100%
Produits exceptionnels (IV)				
Charges financières (V)				
Charges exceptionnelles (VI)	181		181	
Impôts sur les bénéfices (VII)				
BÉNÉFICE OU PERTE (I - II + III - IV + V - VI - VII)	-16 706	-17 185	479	-197%

Annexe 1 : Liste des membres du conseil d'administration			
N°	Nom	Fonction	Adresse
1	M. [Nom]	Président	[Adresse]
2	Mme [Nom]	Vice-président	[Adresse]
3	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
4	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
5	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
6	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
7	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
8	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
9	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
10	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
11	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
12	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
13	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
14	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
15	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
16	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
17	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
18	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
19	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
20	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
21	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
22	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
23	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
24	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
25	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
26	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
27	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
28	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
29	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
30	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
31	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
32	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
33	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
34	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
35	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
36	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
37	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
38	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
39	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
40	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
41	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
42	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
43	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
44	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
45	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
46	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
47	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
48	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
49	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
50	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
51	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
52	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
53	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
54	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
55	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
56	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
57	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
58	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
59	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
60	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
61	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
62	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
63	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
64	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
65	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
66	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
67	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
68	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
69	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
70	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
71	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
72	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
73	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
74	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
75	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
76	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
77	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
78	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
79	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
80	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
81	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
82	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
83	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
84	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
85	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
86	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
87	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
88	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
89	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
90	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
91	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
92	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
93	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
94	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
95	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
96	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
97	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
98	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]
99	M. [Nom]	Membre	[Adresse]
100	Mme [Nom]	Membre	[Adresse]

ANNEXE

1 janvier 2024 au 31 décembre 2024



FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Dans un environnement économique tendu, l'association a cherché à mieux maîtriser ses charges.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2024 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Logiciels	3 ans
Matériels & équipements	3 à 5 ans
Matériels informatiques	3 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

3. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales agencements divers				
Matériel de transport				
Autres immobilisations corporelles	8 062			8 062
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	8 062			8 062
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	200			200
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)	8 262			8 262

AMORTISSEMENTS

	Durée	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriel					
Installations générales agencements divers					
Matériel de transport					
Autres immobilisations corporelles	3 à 5 ans	6 786	964		7 750
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)		6 786	964		7 750
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)		6 786	964		7 750

DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
Immobilisations				
Stocks et en cours				
Clients et comptes rattachés				
Autres actifs				
TOTAL GÉNÉRAL				

PROVISIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques	9 933	2 995		12 928
TOTAL GÉNÉRAL	9 933	2 995		12 928

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées :

12 928 €. Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Le taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds est de : 3 % (inflation comprise).
- Taux de croissance des salaires : 1,5% pour les cadres
- Age de départ à la retraite : 64 ans pour les cadres et 64 ans pour les non cadres
- Table de mortalité : INSEE 2014-2016
- La méthode de calcul retenue est la méthode : ANC 2021
- Départ volontaire du salarié

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DETTES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé	200		200
Créances de l'actif circulant	32 270	32 270	
Charges constatées d'avance			
TOTAL CRÉANCES	32 470	32 270	200

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts et dettes assimilées				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Fournisseurs et comptes rattachés	10 268	10 268		
Dettes fiscales et sociales	26 369	26 369		
Comptes courants d'associés				
Autres dettes	3 800	3 800		
Produits constatés d'avance				
TOTAL DETTES	40 437	40 437		

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montants
Charges d'exploitation	
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montants
Produits d'exploitation	
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	

CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 033
Dettes fiscales et sociales	5 582
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	3 800
TOTAL CHARGES À PAYER	14 415

PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Subventions à recevoir	28 571
Autres créances	2 572
Disponibilités	
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	31 143

HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Nature	Montant de l'exercice
Honoraires de certification des comptes	1 920

EFFECTIF

L'association emploie une salariée.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

L'association a valorisé le temps de ses bénévoles. Le taux horaires retenu est de 9,31 €/ heure.

Le temps total est de 2 686 heures, soit une valorisation pour l'année 2024 de 25 007 €.